

DIRECTION DE L'ENREGISTREMENT, DES DOMAINES ET DE LA TVA

Circulaire N° 793 du 17 mai 2019*Changement du taux de TVA applicable aux publications fournies par voie électronique, aux produits d'hygiène féminine et à certains produits phytopharmaceutiques utilisés en agriculture biologique*

Au Journal Officiel – Mémorial A 2019, N° 274 (cf. extrait en annexe) a été publié la loi du 26 avril 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 modifiant, en son article 6, la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (loi TVA) et notamment les annexes A et B de ladite loi.

Concurremment a été publié au Journal Officiel - Mémorial A 2019, N° 278 (cf. copie en annexe) le règlement grand-ducal du 26 avril 2019 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1991 déterminant les limites et les conditions d'application des taux réduit, super-réduit et intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée.

Il est rappelé que le taux applicable aux livraisons de biens et aux prestations de services est celui en vigueur au moment de la réalisation du fait générateur de la taxe. Toutefois, dans les cas visés à l'article 23 (versements d'acomptes) et à l'article 24, paragraphe 1^{er}, alinéa 1 (émission obligatoire d'une facture), de la loi TVA, le taux applicable est celui en vigueur au moment où la taxe devient exigible.

Il est en outre rappelé qu'en vertu des dispositions de l'article 40, paragraphe 3, de la loi TVA, la délivrance d'un travail à façon impliquant un acte de production, c'est-à-dire la remise par l'entrepreneur de l'ouvrage à son client d'un bien meuble qu'il a fabriqué, assemblé ou transformé au moyen de matières ou d'objets que le client lui a confiés à cette fin, que l'entrepreneur ait fourni ou non une partie des matériaux utilisés, bénéficie du taux applicable au bien obtenu après exécution du travail à façon.

Modifications apportées à la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, relatives à l'application du taux super-réduit

(1) Livres, journaux et périodiques, y compris leur location dans les bibliothèques

Le taux super-réduit s'applique, depuis le 1^{er} janvier 1992, aux livraisons de livres, journaux et périodiques sous format papier, et depuis le 1^{er} janvier 1993, aux livraisons d'albums, de livres de dessin ou de coloriage pour enfants, de partitions imprimées ou en manuscrit, de cartes et de relevés hydrographiques, également sous format papier, ainsi qu'à la location de ces biens dans les bibliothèques. "

En vertu des modifications apportées à la loi TVA par la prédite loi du 26 avril 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019, l'application du taux super-réduit est étendu, à partir du 1^{er} mai 2019, à la livraison des publications sur supports physiques autres que le papier (les plus communs étant les disques optiques), respectivement à leur fourniture par voie électronique (téléchargement de fichiers numériques).

Le taux super-réduit s'applique, à partir du 1^{er} mai 2019, comme suit :

Livres, brochures et imprimés similaires, à l'exception des publications consacrées entièrement ou d'une manière prédominante à la publicité

Ces produits, livrés sur support papier, peuvent être fournis même sur feuillets isolés, et comprennent les livres constituant des objets d'antiquité ayant plus de cent ans d'âge. Ils sont classés ou bien dans la position tarifaire 4901 de la nomenclature combinée des marchandises (NC)¹ (livres, brochures et imprimés similaires), ou bien dans la position tarifaire NC 9706 (objets d'antiquité ayant plus de cent ans d'âge). Sur support optique, leur classement tarifaire est celui du support (principalement livres enregistrés sur disque optique, classés dans la position NC 8523 49 45).

La fourniture par voie électronique (téléchargement de fichier numérique) constitue une prestation de services et n'est dès lors pas l'objet d'une classification NC quelconque.

Sont exclus de l'application du taux super-réduit les publications consacrées entièrement ou d'une manière prédominante à la publicité, les publications consistant entièrement ou d'une manière prédominante en un contenu vidéo ou une musique audible, et les publications consistant entièrement ou d'une manière prédominante en un contenu pornographique, que ces publications soient fournies sur support physique ou par voie électronique.

Comme l'a relevé la Cour de Justice de l'Union européenne², l'objectif sous-jacent à l'application d'un taux réduit de TVA à la fourniture de livres consiste à favoriser la lecture, ce qui explique l'exclusion des publications publicitaires qui se

¹ Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, tel que modifié par la suite

² Affaire C-390/15 (RPO), point 45

caractérisent par le fait qu'elles ne poursuivent aucunement un tel objectif, comme par exemple les brochures, prospectus et catalogues commerciaux, les annuaires publiés par des associations commerciales, et la propagande touristique.

L'exclusion des publications à contenu prédominant vidéo ou musical se justifie par le libellé « livres, brochures et imprimés similaires », notions désignant, au sens ordinaire de ce terme, des ouvrages imprimés. Il s'ensuit que tout mode de fourniture doit résulter principalement en une reproduction des mêmes informations que celles contenues dans les ouvrages imprimés.³ Or, une publication consistant entièrement ou d'une manière prédominante en un contenu vidéo ou une musique audible ne satisfait pas à ce critère si le contenu vidéo ou musicale revêt une importance décisive pour l'acquéreur, et constitue une fin en soi pour ce dernier. Tout contenu littéraire d'une telle publication ne saurait dès lors être considéré qu'accessoire.

Journaux et publications périodiques imprimés, même illustrés ou contenant de la publicité

Ces produits, sur support papier, sont classés dans la position tarifaire NC 4902.

Est exclu de l'application du taux super-réduit d'une part le matériel consistant entièrement ou d'une manière prédominante en un contenu pornographique et d'autre part les publications consistant entièrement ou d'une manière prédominante en un contenu vidéo ou une musique audible, qu'ils soient fournis sur support physique ou par voie électronique.

Albums ou livres d'images et albums à dessiner ou à colorier, pour enfants

Sur support papier, ces produits sont classés dans la position tarifaire NC 4903.

Partitions de musique

Ces partitions peuvent être illustrées ou non, la musique manuscrite ou imprimée, même reliée.

Sur support papier, ce matériel est classé dans la position tarifaire NC 4904.

Ouvrages cartographiques

Ces ouvrages comprennent les cartes murales, les cartes géographiques schématiques sans précision topographique, les plans topographiques et les globes, imprimés, et sont classés, dans leur forme matérielle, dans la position tarifaire NC 4905 (NC 4505 91 s'ils sont fournis sous forme de livres et brochures).

³ Affaire C-390/15 (RPO), point 33.

Location, dans les bibliothèques, des publications pouvant bénéficier de l'application du taux super-réduit

L'application du taux super-réduit s'étend, dans ce contexte, non seulement à la location, à titre onéreux, de publications mises à disposition sur tout support physique ou par voie électronique dans une bibliothèque, mais également aux abonnements ou aux bouquets d'abonnements à titre onéreux permettant la location et l'accès à des publications sur tout support physique ou/et par voie électronique, à condition que les publications concernées bénéficieraient de l'application du taux super-réduit si elles étaient fournies à titre onéreux.

(2) Produits utilisés à des fins de protection hygiénique féminine

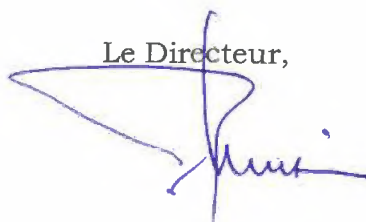
Ces produits sont essentiellement les serviettes périodiques, les tampons et les protège-slips, classés dans la position tarifaire NC 9619, les coupes menstruelles, classées dans la position tarifaire NC 3926 90 97, et les éponges naturelles destinées au recueil des fluides menstruels, classées dans les positions tarifaires NC 0511 99 31 et 0511 99 39.

Néanmoins, d'une manière générale, tous les dispositifs de protection hygiénique destinés à répondre aux pertes menstruelles peuvent bénéficier de l'application du taux super-réduit.

Modifications apportées à la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, relatives à l'application du taux réduit

Le taux réduit s'applique, à partir du 1^{er} mai 2019, aux produits phytopharmaceutiques autorisés en agriculture biologique par l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA). Une telle autorisation peut être accordée si les prescriptions prévues au règlement modifié (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n° 2092/91 sont respectées. Une liste des produits à la livraison desquels le taux réduit peut s'appliquer est disponible en ligne sur le site de l'ASTA⁴.

Le Directeur,



⁴ https://saturn.etat.lu/tapes/tapes_fr lst_tox.jsp?tox=BXO



Loi du 26 avril 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 et modifiant :

- 1° le Code de la sécurité sociale ;
- 2° le Code du travail ;
- 3° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
- 4° la loi modifiée du 30 juin 1947 portant organisation du Corps diplomatique ;
- 5° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
- 6° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
- 7° la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé « Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall » ;
- 8° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;
- 9° la loi modifiée du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000 ;
- 10° la loi modifiée du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 ;
- 11° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes.

Extraits

Art. 6. Modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

- 1° L'annexe A de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée est complétée par un point 9° ayant la teneur suivante :
 - « 9° Produits phytopharmaceutiques autorisés en agriculture biologique par l'Administration des services techniques de l'agriculture si les prescriptions prévues au règlement modifié (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n° 2092/91 sont respectées » ;
- 2° L'annexe B de la même loi est modifiée comme suit :
 - a) Le point 5° est remplacé par le libellé suivant :
 - « 5° Livres, journaux et périodiques, fournis sur un support physique ou par voie électronique, ou les deux. Sont exclus les publications consacrées entièrement ou d'une manière prédominante à la publicité, les publications consistant entièrement ou d'une manière prédominante en un contenu vidéo ou une musique audible et les publications consistant entièrement ou d'une manière prédominante en un contenu pomographique » ;
 - b) Le point 8° est remplacé par le libellé suivant :
 - « 8° Produits pharmaceutiques normalement utilisés pour les soins de santé, la prévention de maladies et le traitement à des fins médicales et vétérinaires, y compris les produits utilisés à des fins de contraception et de protection hygiénique féminine » ;
 - c) Le point 17° est remplacé par le libellé suivant :
 - « 17° La location dans les bibliothèques de publications bénéficiant du taux super-réduit en vertu du point 5° ».

Art. 43. Intitulé de citation

La référence à la présente loi se fait sous la forme suivante : « loi du 26 avril 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 ».

Art. 44. Entrée en vigueur

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} mai 2019, à l'exception des dispositions de l'article 4, 1° qui sont applicables aux exercices d'exploitation commençant à partir du 1^{er} janvier 2019 et des dispositions des articles 3 et 4, 2° qui sont applicables à partir de l'année d'imposition 2019.



Règlement grand-ducal du 26 avril 2019 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1991 déterminant les limites et les conditions d'application des taux réduit, super-réduit et intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, et notamment son article 40 ;

Vu les avis de la Chambre de commerce, de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, de la Chambre des salariés et de la Chambre des métiers ;

L'avis de la Chambre d'agriculture ayant été demandé ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Art. 1^{er}.

L'article 2, point 5, du règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1991 déterminant les limites et les conditions d'application des taux réduit, super-réduit et intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée est complété par un alinéa ayant la teneur suivante :

« Le taux super-réduit s'applique aux publications visées aux lettres a) à f) fournies sur un support physique ou par voie électronique, à l'exclusion des publications consistant entièrement ou d'une manière prédominante en un contenu vidéo ou une musique audible. »

Art. 2.

L'article 3 du même règlement est complété par un tiret ayant la teneur suivante :

« - les produits utilisés à des fins de protection hygiénique féminine (ex. 96.19 TD). Sont concernés les serviettes périodiques, les tampons, les protège-slips, les coupes menstruelles, les éponges naturelles destinées au recueil des fluides menstruels et d'une manière générale tous les dispositifs de protection hygiénique destinés à répondre aux pertes menstruelles. »

Art. 3.

L'article 5, point 8, du même règlement est remplacé par le libellé suivant :

« 8° Les publications dont la location dans les bibliothèques est soumise au taux super-réduit conformément à l'annexe B, point 17, sont plus amplement définies à l'article 2, point 5. »

Art. 4.

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} mai 2019.

Art. 5.

Notre ministre ayant les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Le Ministre des Finances,
Pierre Gramagna

Château de Berg, le 26 avril 2019.
Henri